

LE TEMPS

«Montrer ce film permet de sensibiliser l'Europe à la réalité colombienne, au-delà des clichés»

CINEMA. Le journaliste Hollman Morris dénonce, dans une émission pirate, les conflits qui déchirent son pays, la Colombie. Le cinéaste helvético-colombien Juan José Lozano l'a suivi sur le terrain. En résulte «Témoin indésirable», film choc distingué hier à Genève.

Elsa Duperray

Mardi 25 novembre 2008

Rubrique: Culture

La jungle amazonienne. Un hélicoptère décolle. A son bord, des policiers, des militaires; ils sont armés, ils n'ont pas l'air de rigoler. En arrière-plan, des paysans, une terre apparemment brûlée. A l'écran, un homme nous regarde dans les yeux. Il murmure un chiffre, il dit que la Colombie compte quatre millions de personnes déplacées, juste assez pour la placer au deuxième rang mondial derrière le Soudan. Cet homme s'appelle Hollman Morris, il est Colombien, journaliste, il a 39 ans.

Dans son émission de télévision *Contravia* (A rebours), qui paraît quand elle peut, la nuit, dans l'indifférence générale, Morris dénonce les conflits internes dont souffre son pays, la Colombie. Il est un Témoin indésirable, du nom du documentaire que lui consacre le réalisateur helvético-colombien Juan José Lozano (LT du 19. 11. 08), sorti en salles depuis une semaine. Un documentaire brut, immédiat, parfois imparfait, qui suit, sur le terrain, cette grande gueule, ce porte-parole autoproclamé des opprimés. Le film, qui avait déjà été distingué à Nyon au Festival Visions du Réel en avril, a reçu hier à Genève le prix du public du dixième festival *Filmar en America latina*.

En marge de la présentation du film à Nyon au printemps, Hollman Morris s'était confié au Temps.

Le Temps: Votre émission «*Contravia*» évoque des conflits armés dont le grand public en Europe n'a jamais entendu parler. Vu de l'extérieur, il semble que le principal problème que rencontre la Colombie soit celui des FARC?

Hollman Morris: Les Forces armées révolutionnaires colombiennes représentent un problème parmi de nombreux autres dont souffrent les Colombiens. Mais il est plus rentable politiquement pour le gouvernement de faire croire, sur le plan international, que seuls les FARC posent problème. C'est une excuse parfaite pour occulter les autres conflits bien plus graves qui minent le pays, même si les FARC restent une lourde menace. Le cas d'Ingrid Betancourt représentait une excellente opportunité pour le gouvernement car quand la presse internationale parle de la

Colombie, elle ne focalise que sur les FARC. Et donc cela faisait oublier le reste: oublier que les assassinats des syndicalistes ont explosé l'année dernière, que les menaces sur les journalistes ont décuplé. Que l'on a atteint le chiffre de 4 millions de personnes déplacées l'an dernier. De tout cela, on ne parle jamais.

- Concrètement, que se passe-t-il?

-Quelques exemples: récemment, des militaires ont dû démissionner car on a découvert qu'ils exécutaient des civils et les habillaient comme des guérilleros pour manipuler la population. Par ailleurs, une vingtaine de sénateurs colombiens sont incarcérés pour leurs liens avec les paramilitaires des groupes d'extrême droite et cinquante autres subissent une procédure ou une enquête et iront en prison dans les semaines à venir. On les accuse d'assassinats de paysans, de déplacements forcés dont le but était l'expropriation des terres, et de pressions électorales exercées pour que les gens votent en faveur de certains candidats.

- Sont-ils accusés par le gouvernement? Ce qui indiquerait une volonté de lutter au contraire contre la corruption...

- Ils sont accusés par la Cour suprême de justice. Mais malgré la séparation des pouvoirs - car c'est tout de même une démocratie -, et comme tous ces sénateurs appartiennent au parti du président, le gouvernement exerce des pressions sur le pouvoir judiciaire pour que les enquêtes n'avancent pas. Parmi ces politiciens, se trouve même un cousin du président. Aujourd'hui, le gouvernement est paralysé car environ 75 parlementaires sur 200 sont en prison et donc ne siègent pas. La machine législative est en stand by. C'est la crise politique la plus importante de toute l'histoire du pays. Mais, habilement, le gouvernement fait croire que notre grand problème provient des FARC.

- Votre émission et votre participation au documentaire «Témoin indésirable» montre également l'état de la presse en Colombie. Subissez-vous des menaces?

- Ces deux dernières années ont été une succession de menaces. C'est une constante, pas seulement pour moi mais pour plein de journalistes, de leaders sociaux, de défenseurs des droits de l'homme... Ce qui est sûr, c'est que le film va trouver une solidarité certaine en Europe. Il vulgarise la situation et donc va permettre de la faire connaître.

- L'aide à la liberté de la presse ne peut-elle venir que de l'international?

- Oui. Depuis quatre ans, l'émission Contravia reçoit un financement qui vient de la coopération internationale et surtout européenne. Je ne reçois pas de financement colombien, c'était impossible de trouver quelqu'un pour me sponsoriser.

- Etes-vous optimiste sur l'évolution de la situation de la presse? Croyez-vous en un changement?

- J'ai espoir quand je vois le mouvement des paysans demander réparation, quand je vois les «lindigènes» se rassembler. Là oui, il y a une lueur d'espoir. Mais pour l'instant, ce gouvernement demande aux journalistes d'être avec lui, contre lui ou avec les FARC. Quand le président Uribe demande cela à un journaliste, il le place dans la mire des assassins. Je crois que dans les mois à venir il y aura des attentats ou des attaques contre les journalistes ou les syndicalistes. C'est de pire en pire.

- Dans le film, vous vous demandez, au fond, contre qui porte cette guerre. Alors?

- Comme Colombien, c'est une guerre contre la population civile, les minorités ethniques, les paysans, les groupes qui ne font pas partie de l'élite, les journalistes et ceux qui n'ont comme seule arme que leur parole.

- Par qui est-elle faite?

- La population civile est victime de plusieurs groupes: le gouvernement, la guérilla, les paramilitaires d'extrême droite, les narco- trafiquants. Chaque groupe dit: «on défend le peuple», chacun veut s'approprier une région. C'est une guerre pour contrôler la population. Les paysans qui cultivent la coca se font déloger par la police antiémeute et l'armée, ils se retrouvent sans rien, mais vingt minutes après, on les voit accompagnés par cette même police. C'est un paradoxe, c'est schizophrène.

- Vous sentez-vous seul?

- Dans le monde de la télévision oui. Et pas seulement en Colombie mais aussi au niveau international. Je crois qu'aujourd'hui mon type de format ne se voit pas beaucoup, et, j'ose le dire, même dans le monde entier. On laisse le ton et la parole aux gens. J'aimerais voir une télévision plus critique et objective, qui laisse plus de temps au débat, au documentaire, à la discussion. C'est comme cela que la télévision aide à renforcer la démocratie.

- Vous ne pouvez que vous engager en quelque sorte...

- Oui. Je comprends le journalisme comme un engagement envers la société et la communauté. En Colombie, cette notion d'engagement est forte et beaucoup de gens veulent consolider la démocratie. En tant que citoyen, m'engager est la seule chose que je peux faire pour léguer à mes enfants un pays meilleur. Un pays où les gens de notre génération et nos parents n'ont pas connu un seul jour de paix.

- Connaissez-vous les médias européens? Qu'en pensez-vous?

- Soucieux de la façon dont on regarde mon pays, j'ai une critique envers les médias européens: il me semble qu'il y a trop de lieux communs en ce qui nous concerne. Pourtant, ici, les médias ont plus d'argent et un pouvoir économique bien plus important que chez nous, avec des personnes plus qualifiées et avec beaucoup plus de ressources. Même les importants groupes de presse n'ont qu'un seul correspondant pour tout un continent ou une région et portent un regard arrogant. Il n'y a pas un réel intérêt de comprendre ce qui se passe vraiment en Amérique du Sud.

- Pour quelles raisons: économiques? Politiques comme récemment avec le Tibet?

- Quelle décision importante pour l'humanité passe par l'Amérique latine? Aucune. L'éthanol, peut-être. Indépendamment de cela, les journalistes doivent s'engager davantage envers l'Autre, avec ses drames, ses tragédies, ses histoires. Je conçois cela comme un engagement entre êtres humains pour mieux expliquer les conflits et trouver des solutions. Comme l'a fait Ryszard Kapuscinski, par exemple, ce journaliste polonais qui est allé au fin fond du monde pour expliquer ce qui s'y passe.

- Votre protection en Colombie tient-elle dans votre renommée?

- Ma protection vient des relations que j'ai pu tisser à l'extérieur, au niveau international. Cela vient de certains prix comme Reporter sans frontières l'année dernière et Human Right Watch, davantage que de ma renommée.

- On pense fatalement au tragique destin d'Anna Politovskaïa...

- Anna Politkovskaïa croyait que rien ne pouvait lui arriver. Elle avait un argument qui est aussi le mien: que la reconnaissance internationale pouvait la protéger. Mais même avec ces certitudes, on n'est jamais sûr de rien. Mais que faire? C'est sans issue. Anna Politkovskaïa disait qu'elle ne pouvait pas rester à la cuisine à rien faire! C'est pareil pour moi. On le fait pour la démocratie. La Russie de Poutine et la Colombie ont en commun d'être des «démocraties»: une démocratie de façade; en réalité, il n'y a pas de partage de pouvoirs, pas de garantie pour l'exercice de la citoyenneté. Anna a eu le courage de parler des exactions en Tchétchénie... Notre travail ne sera protégé que quand on aura accédé à la démocratie.

- Pensez-vous que la Colombie accédera un jour à cette paix à laquelle vous aspirez?

- Oui, quand je vois les mouvements citoyens pour les respects des droits de l'homme. Mais la consolidation de la démocratie ne peut passer que par la résolution politique du conflit armé. S'installer à une table et signer un accord de paix.

Témoin indésirable, documentaire de Juan José Lozano (Suisse, France, 2008). 1h30. En salles à Genève, Lausanne, Neuchâtel. Soirée film et débat ce soir à 20h au Cinéma Les Scala, Genève, en présence du réalisateur